LE CAP VERT :

BREF BILAN DE QUINZE ANNÉES DE VIE INDÉPENDANTE

**** * * * * *

Au moment où, sur la scène politique nationale, s'effectue une nouvelle division des rôles entre les principaux acteurs institutionnels du jeu politique, il est utile de présenter un bref bilan des réalisations durant les quinze années de vie indépendante, sous la direction du PAICV.

CONCERNANT LE PATRIMOINE POLITIQUE

Nous signalons en premier lieu, comme un apport important pour le patrimoine de tous les capverdiens, le renforcement vigoureux de la conscience nationale, l'édification d'un Etat de droit démocratique avec des institutions crédibles et la structuration de la société en différents groupes d'intérêts économiques, sociaux, culturels et moraux; ce sont là des acquis dont le peuple capverdien s'enorgueille et qui relèvent de l'importance attribuée à la consolidation de la société civile, permettant que la Nation aujourd'hui puisse, sans équivoque, disposer d'une réserve d'énergie, de capacités et de dynamisme, indispensables pour la poursuite du développement et le renforcement du pluralisme social.

En outre, l'approximation entre les citoyens et le pouvoir sur la base des normes constitutionnellement établies et dynamisée par la philosophie de participation populaire, a consolidé la conscience civique et favorisé l'extension progressive des droits, libertés et garanties pour tout le peuple capverdien.

La valorisation à l'extérieur de l'effort de développement et de l'image du Cap Vert et de son peuple, a permis de faire de cet archipel un pays respecté et qui sert de référence sur le plan international. Pour cette contribution au patrimoine de la communauté des nations, beaucoup aura contribué la lutte de libération nationale menée par le PAIGC, mais aussi, la culture dont les successifs gouvernements du Parti de l'Indépendance ont fait preuve dans ses relations extérieures.

Enfin, n'oublions pas la consécration d'une dynamique de développement, tributaire d'une politique économique pragmatique, basée sur le pluralisme effectif des formes de propriété et des initiatives des agents économiques.

CONCERNANT LE PATRIMOINE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le bilan de la gouvernance du PAICV est évident:

De 1976 à 1988 la production nationale à prix constants fut multipliée par 2.5 et la production par habitant par 2. La moyenne annuelle des taux réels de croissance du PIB a dépassé les 6% sur toute la période.

Les conditions de vie au Cap Vert ont enregistré une incontestable amélioration:

- l'assurance alimentaire a été garantie et renforcée;
- la consommation des familles a augmenté, particulièrement la consommation alimentaire per capita;
- les indicateurs sociaux tels que la santé, l'éducation et l'alphabétisation ont été améliorés, de même pour ce qui concerne le ravitaillement en eau, électricité, etc.;

Quelques exemples illustrent cette réalité:

- la consommation des céréales, de 103 kg par habitant en 1976, est passée à 230 kg par habitant;

- la consommation du ciment par habitant, est passée de 61 kg en 1976, à 271 kg en 1988;

- la mortalité infantile a diminué considérablement et la moyenne de vie est passée de 59,6 à 63 ans;

- le nombre de médecins qui était de 1 pour 20.975 habitants, est passé à 1 pour 3.270 habitants;

- le nombre d'élèves à l'école qui était de 54.717 pour l'année 1974/75, est passé à 75.810 en 1989/90, avec un total de 2.281 professeurs. Le nombre d'élèves pour l'enseignement complémentaire de base et le secondaire, a été multiplié par 4;

Tous ces résultats furent atteints en consonance avec une amélioration de l'équilibre général de l'économie, qui a permis que la population capverdienne puisse bénéficier aujourd'hui de conditions de vie sensiblement meilleures. Cela est un important acquis patrimonial qui se traduit notamment par le fait que, en 1976 le PIB par habitant était de 260\$US, tandis qu'en 1988 il a atteint 816\$US par habitant.

L'accroissement des flux extérieurs de l'aide au développement est du à une utilisation efficace et à une rentabilisation des moyens mis à la disposition du Gouvernement Capverdien, ce qui a été maintes fois d'ailleurs reconnu par les donateurs. Certains n'hésitent pas à présenter le cas du Cap Vert comme exemplaire, s'appuyant sur des indicateurs tels que le fait que: en 1977 les ressources extérieures représentaient 45% du PIB; dix ans plus tard, en 1987 elles représentent à peine 27% du PIB.

Les rapports annuels de la Banque Mondiale sur le développement au Cap Vert et le dernier rapport du FMI, attestent également les résultats positifs atteints dans la gestion de l'économie nationale du Cap Vert.

D'ailleurs, tandis que dans le passé le Cap Vert était considéré par la Banque Mondiale un pays de faible revenu, déjà en 1987 cette institution internationale le classait parmi ceux de revenu intermédiaire.

Aussi, c'est de notoriété publique que, le Cap Vert est un des rares pays d'Afrique, et le seul des 16 pays de la CEDEAO, qui n'a jamais été soumis à un quelconque programme structurel ou de stabilisation économique.

Dans le domaine de la gestion macro-économique du pays, l'application d'une politique économique cohérente a permis d'éviter les tensions et de créer une ambiance favorable aux activités économiques.

Au niveau du bilan global de la balance des payements, son évolution a toujours été positive, exception faite pour les années 1978, 1983 et 1989. Les réserves brutes en monnaie étrangère à la fin de 1989 correspondaient à 7,5 mois d'importations, garantissant la sécurité du ravitaillement du pays, préoccupation principale des différents gouvernements du PAICV.

La politique monétaire a toujours privilégié l'encadrement du crédit en tant qu'instrument le plus efficace de contrôle de l'offre monétaire.

Concernant la contribution de la Banque du Cap Vert pour le processus de développement, on peut signaler l'évolution du crédit qui, de 287,7 millions d'escudos en 1976, est passé à 7.573 millions en 1989.

La politique de change a été orientée de façon à maintenir la stabilité de l'escudo capverdien.

On a réussi à réduire l'inflation qui dans les dernières cinq années est passée de niveaux supérieurs à 20%, à des niveaux inférieurs à 10%.

La Banque du Cap Vert en tant qu'institution monétaire et financière est une organisation consolidée et crédible.

A la fin de 1989, la dette extérieure se situait au niveau de 104,7 millions de DTS (droits de tirage spéciaux), équivalent à 45,3% du PIB.

Le Gouvernement du Cap vert a honoré ses engagements au niveau de la dette extérieure, préservant sa crédibilité et permettant l'accès du pays à des sources alternatives de financement, indispensables pour les projets de développement.

Le Gouvernement considère avoir réalisé la gestion économique la plus appropriée, tenant en considération les ressources disponibles et les réalités du pays.

Les résultats atteints sont le fruit d'une conception stratégique du développement national, basée sur l'analyse des caractéristiques structurelles de l'économie et visant la meilleure insertion du pays dans la division internationale du travail. Cette conception était axée sur le développement des exportations de biens et de services et l'augmentation de l'efficacité des investissements; elle se caractérisait par l'attribution d'un plus grand rôle au secteur privé dans l'économie, une meilleure utilisation des potentialités de l'émigration dans le développement du pays et l'ouverture aux capitaux étrangers.

Pour permettre le décollage de l'économie, une série de réformes structurelles ont été mises en oeuvre: la Réforme Administrative, la Réforme du Système Éducatif et la Réforme Agraire.

Le PAICV a donc laissé un lot important d'idées et de projets, pour la matérialisation desquels il continuera à lutter.

N'ayant absolument pas la prétention de considérer qu'il a accompli une oeuvre parfaite, le PAICV se réjouit néanmoins d'avoir contribué à la construction d'un pays stable, avec une économie empreinte de dynamisme et qui se prépare pour un nouveau décollage et, en plus, d'avoir travaillé de façon méritoire pour que le Cap Vert dispose d'une image prestigieuse parmi ses partenaires du développement de par le monde.

Le Cap Vert dispose aujourd'hui d'une société plus complexe et plus riche tant par sa structure, que par sa volonté et capacité de réaliser le progrès. Nous avons actuellement une société plus consciente de ses forces et plus confiante en elle-même et un pays qui est devenu internationalement crédible.

Pour le PAICV le résultat des urnes ne signifie pas une rupture avec son idéal progressiste, sa philosophie humaniste et ses acquis en politique économique.

L'action et le rôle joué par le PAICV pendant les quinze années de vie indépendante du pays, ensemble avec toutes les conquêtes atteintes dans le domaine politique, économique, social et culturel, constituent un patrimoine de tout le peuple capverdien, qui doit être préservé et enrichi par les générations à venir.

Extrait du message à la Nation,
prononcé par le Secr. Général du
PAICV, Pedro Pires, au moment de
laisser le poste de Premier Ministre.
Janvier 1991.